

Mali - Russie : L'humanitaire, au-delà de la coopération militaire

MALI

L'information est l'oxygène des temps modernes

JEUDI 01 SEPTEMBRE 2022

1172

Malikilé

www.malikle.com

QUOTIDIEN D'INFORMATION ET DE COMMUNICATION



Congrès extraordinaire

Le MNLA attise le feu avec son projet indépendantiste



Presse malienne : Le regard critique des professionnels



Charte des partis politiques : Le COCPJF passe en revue les contours de sa relecture



COVID 19

CORONA VIRUS

PROTEGEONS NOUS ET PROTEGEONS LES AUTRES

Suivi des actions de prévention et de riposte au

31 août
2022

RESPECTONS LES MESURES BARRIÈRES



Porter le masque quand la distance de sécurité ne peut être respectée



Se laver les mains régulièrement



Tousser ou éternuer dans le coude



Respecter la distance de sécurité



Utiliser le gel hydro-alcoolique pour vous désinfecter les mains



Eviter de se serrer les mains



Eviter de se toucher le visage : la bouche, les yeux ou le nez

Echantillons testés

654

Nouveaux cas confirmés

47

Nouveaux guéris

08

Nouveaux décès

00

Au cours des dernières 24 H

VACCINATION

552 123 Vaccinations incomplètes

1 635 454 Vaccinations complètes

Bilan global de la situation du Covid 19

cas confirmés

31 412

Guéris

30 469

Décès

739

dont 84 font l'objet
d'un suivi médical



MALIKILÉ

Sensibilisation

Ministère de la Santé et du Développement Social

P.13



P.16



P.20



/ Une /

Congrès extraordinaire : Le MNLA attise le feu avec son projet indépendantiste

P.5

/ Brèves /

Madagascar : L'opposition dénonce un "terrorisme d'Etat" après des tirs meurtriers de gendarmes

P.12

Burkina : Libération d'une religieuse américaine enlevée en avril Ouagadougou, Burkina

P.12

Le chef d'état-major des armées de la côte d'ivoire, général Lassina Doumbia : " la procédure judiciaire contre nos 49 militaires détenus au Mali n'a aucune conséquence sur les négociations qui se poursuivent"

P.13

Soudan : Un mort dans des manifestations contre le pouvoir (médecins)

P.13

Est de la RDC : Au moins 14 morts dans des attaques de membres du groupe ADF

P.14

Mali - Russie : L'humanitaire, au-delà de la coopération militaire

P.14

/ Actualité /

Rentrée scolaire 2022-2022 : Le choix du 16 septembre soulève le tollé des autres acteurs

P.16

Emplois et formation au mali : Enfin une stratégie nationale ?

P.17

Presse malienne : Le regard critique des professionnels

P.18

/ Politique /

Gestion de la transition : L'hommage d'un malien de la diaspora a Choguel Kokalla Maïga

P.20

Charte des partis politiques : Le COCPJF passe en revue les contours de sa relecture

P.22

/ Culture & société /

Showbiz : Djènèba Seck sèche les larmes des veuves et orphelins de l'armée

P.23

/ International /

Éthiopie : Rebelles et gouvernement annoncent une extension des zones de combats

P.24

Au Soudan : Un premier syndicat de journalistes et de nombreux défis

P.25

/ Sport /

« Je lui ai dit non » : Kingsley Coman revient sur son échange musclé avec Deschamps à l'EURO

P.26

Comité de rédaction

Quotidien numérique d'informations générales paraissant du lundi au vendredi

Edité par la Société **Agence Malienne de Presse et d'Informations (AMPI)**

Siège : Rue du Gouverneur (902) Immeuble Baye Niass – Faladié (Bamako – Mali)

Email : ampikile@gmail.com

Site Web : www.malikile.com

Contacts : +223 70 44 22 23

• **Gérant :** Moctar Sow

• **Redacteur en Chef :**

• **Rédaction Générale :** Moctar Sow, Karamako B. KEITA, Ibrahim Sanogo, Yama Diallo, Malick wogo, Maffenin Diarra Samba Moussa LY journaliste correspondant à Dakar

• **Service Commercial :** Youssouf Diarra

• **Secrétariat :** Fatou SISSOKO



**Aidez-nous à lutter
contre le Terrorisme
Contactez le Centre
d'appel « DÈMÉSO »**



**80001120
80001122**



**+223 98-17-36-45
+223 98-17-36-75**



**HALTE AU
TERRORISME
AU MALI**



Congrès extraordinaire

Le MNLA attise le feu avec son projet indépendantiste

Le Mouvement national de libération de l'Azawad (MNLA) a tenu du 27 au 29 Aout 2022, à Kidal son congrès extraordinaire. Ce rendez-vous a été le moment pour le MNLA de remettre à nouveau sur la table plusieurs sujets mis en veilleuse depuis un moment. Le mouvement a ressuscité son premier objectif qu'est l'indépendance du territoire de l'Azawad mais aussi lancé un appel à la fusion des groupes armés face à un Accord d'Alger qui ne répond plus aux exigences du moment.

Créé en 2011, le MNLA est l'un des principaux groupes armés impliqués dans la crise malienne et reste très attaché aux idées séparatistes. Lors de son congrès extraordinaire, le groupe armé a pris une série de décisions qui relance le débat sur sa volonté réelle de partition du Mali.

En effet, ce congrès a enregistré la présence des autorités locales et des responsables des groupes armés entre autres le Président en exercice de la CMA Alghabass Ag Intalla, des Présidents des Autorités Intérimaires des ré-

gions de Gao et de Kidal, du représentant du Gouverneur de Kidal, des délégations de la Plateforme des Mouvements du 14 Juin 2014, du chef de Bureau de MINUSMA à Kidal, du Président du Haut Conseil Supérieur des Bérabiches, des délégués venus de Libye, de l'Algérie, de la Mauritanie, du Niger, d'Arabie Saoudite.

Cependant, la déclaration ayant sanctionné la fin des travaux, de ce congrès convoqué dans « **un contexte particulier marqué par une forte crise sécuritaire et humanitaire** » a

formulé quatre résolutions : il s'agit de la réorganisation, de la fusion des groupes armés, la mise en œuvre de l'Accord d'Alger et la situation sécuritaire et humanitaire.

Sur le premier point, la réorganisation interne du MNLA, le congrès a réélu M. Bilal Ag Achérif, au poste de secrétaire général, désigné les membres du Conseil Révolutionnaire et du Conseil national. Le congrès a également annoncé un réaménagement au sein de l'ensemble des structures du mouvement pour les rendre plus souples et plus opérationnelles en



vue de répondre aux défis du moment. Le MNLA se propose de réviser ses textes fondateurs pour les adapter à la nouvelle donne. En second point, le congrès dans son projet séparatiste tient à la fusion afin d'embarquer tous les mouvements dans sa vision pour éviter des dissidences. « **Le Congrès réaffirme le principe de fusion des Mouvements de la CMA en une seule entité politico-militaire conformément aux résolutions de son Congrès Ordinaire du 28 Novembre au 1 Décembre 2019 et de la Déclaration Finale de la Session Ordinaire du Bureau Exécutif de la CMA tenue les 16 et 17 Juillet 2022 à Kidal** », lit-on dans cette déclaration finale qui annonce déjà engager « **le Bureau exécutif du MNLA à entamer ce processus de fusion sur la base d'une feuille de route consensuelle, respectant l'intérêt supérieur du Peuple de l'Azawad et incluant toutes les forces vives partageant cet objectif** ».

Sur le troisième point, le MNLA a souligné ses doutes quant à la mise en œuvre de l'Accord qui traîne depuis sept ans. « **La mise en œuvre de l'Accord traîne au point d'entacher sa crédibilité auprès des populations. L'évolution des défis et la volatilité**

du contexte laissent penser que l'Accord en l'état, ne puisse répondre aux exigences du moment. A cet effet, le Congrès appelle la CMA à en prendre acte. »

Enfin, les congressistes ont proposé des réponses à la situation sécuritaire et humanitaire. Ces derniers mois ont enregistré des « **exactions et exécutions sommaires des populations civiles innocentes, l'expro-**

priation de leurs biens et leur déplacement forcé hors de leurs terroirs d'attache » avec une situation volatilité du contexte sécuritaire et humanitaire. Le congrès a engagé la CMA à diligenter des actions sécuritaires et socio-politiques pour répondre aux menaces grandissantes et leurs conséquences humanitaires.

Binadjan Doumbia



■ Ammy Baba Cisse



Beaucoup de parents d'élèves me chargent de dire au ministre de l'éducation de repousser la date de la rentrée scolaire si elle est fixée au 16 Septembre 2022. Message transmis!

■ ASSEP-Mali



Association des Éditeurs de Presse Privée (ASSEP)

Carnet d'audience N°0023

Ce jour 30 août, le Président de l'ASSEP, M. Ousmane DAO, a été reçu avec quelques membres de son Bureau par le Chef de la Délégation de l'Union Européenne en République du Mali, son Excellence l'Ambassadeur Bart OUVRY. Au centre des échanges, des préoccupations communes des deux parties en vue d'un partenariat.

Le diplomate Européen, après avoir souhaité la cordiale bienvenue au Président Ousmane DAO et à la délégation, a rappelé que la presse est le 4e pouvoir. Le diplomate se dit prêt à être un des partenaires de l'ASSEP. « Nous lisons la presse. Chaque matin, on me fait la revue de la presse », a déclaré Bart OUVRY.

Le Président Ousmane DAO, prenant la parole à son tour, a vivement remercié l'Ambassadeur pour sa disponibilité et l'accueil chaleureux réservé à lui et à sa délégation. Il a fait une brève présentation de l'ASSEP et les objectifs visés par la faitière. L'ASSEP, dira Ousmane DAO, est une organisation des patrons journaux. « La crise dans laquelle nous vivons au Mali depuis un certain temps, est avant tout une crise de gouvernance. La presse joue et continuera à jouer sa partition pour une sortie de crise », a affirmé le Président de l'ASSEP. Parlant des objectifs de la faitière, M. DAO a rappelé la défense, la promotion de la liberté d'expression et l'amélioration des conditions de vie et de travail sont des valeurs chères à l'ASSEP.

À la suite de la présentation de M. DAO, le Chef de la Délégation de l'Union Européenne a partagé son constat de la floraison de titres des journaux au Mali et s'est posé des questions relatives au modèle économique de la presse malienne. Il se dit inquiet de l'ampleur du phénomène de la désinformation dans les médias sociaux. Face au danger de l'insuffisance de filtres sur les publications des médias sociaux, la presse doit prendre tout son rôle, a indiqué l'Ambassadeur OUVRY.

En rassurant le Diplomate Européen, le Président de l'ASSEP a informé des dispositions générales en cours qui permettraient progressivement d'avoir des solutions à plusieurs situations problématiques abordées.

Pour soutenir cet élan, le Président Ousmane DAO a sollicité l'accord de principe de la délégation de l'UE pour étudier ensemble les pistes d'un partenariat autour des défis que partagent les deux parties.

Fait à Bamako, le 27 août 2022

Le Secrétariat Administratif



■ Ammy Baba Cisse

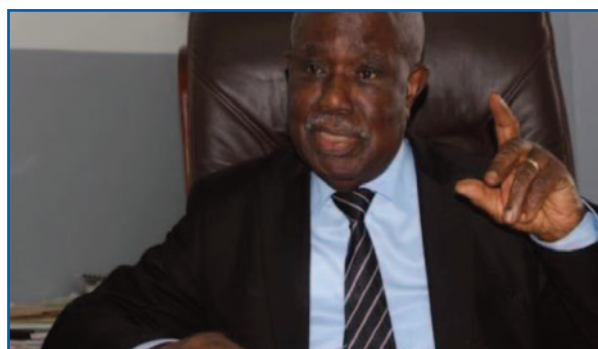


Des camions passent prendre les ordures devant la maison des personnalités. Mais en plein cœur de Bamako, entre le monument Palestine et l'assemblée nationale, c'est une colline d'ordures qui séjourne depuis des jours. De Boulkassoumbougou à l'hippodrome, sur le trottoir, c'est un sinistre spectacle pour un pays de dignité et de souveraineté.

■ www.camfoot.com



Le président de la Fédération camerounaise de football vient de procéder à des nominations au sein du CTFP, l'organe transitoire chargé de l'organisation des championnats professionnels de football. Exit donc Pierre Semengue. Engagé dans un long bras de fer depuis des mois avec le président de la Fédération camerounaise de football (Féca-foot), le Général d'armée est viré de son poste de président du Conseil Transitoire du Football Professionnel (CTFP)....



■ Daouda Bakary Kone



(CROISSANCE AFRIQUE)-La banque commerciale nigériane Fidelity Bank Plc a annoncé le

mardi 30 août 2022, qu'elle a conclu un accord en vue de l'acquisition de 100 % des actions d'Union Bank United Kingdom Limited, la filiale britannique d'Union Bank of Nigeria. Il faut signaler que le montant proposé n'a pas été divulgué.



■ Youssouf Diallo



Après Koumantou, le jeune cycliste Yaya Diallo dit Boh du Club Airness de Nièna a fait parler sa vitesse lors de la 8e édition du Grand Prix Moov Africa Malitel couru le samedi 25 août dernier dans la capitale du Banimonoté à Bougouni.

■ Sika Finance



Avec l'explosion du prix du #blé qui grève ses précieuses réserves de devises, le #Nigéria se donne une nouvelle vocation: devenir le premier producteur africain de cette spéculation au bout de 10 ans.



■ Daouda Bakary Kone



(CROISSANCE AFRIQUE)-La compagnie nigériane du Pétrole (NNPC) a annoncé le mardi 30 août 2022, le report de la date d'entrée en service de la raffinerie du Groupe Dangote. Initialement prévue pour le troisième trimestre 2022, puis repoussée au premier trimestre 2023, l'arrivée du projet en phase opérationnelle est désormais attendue pour juin 2023.



■ Débat Politique de Radio Kledu avec Kassim Traore



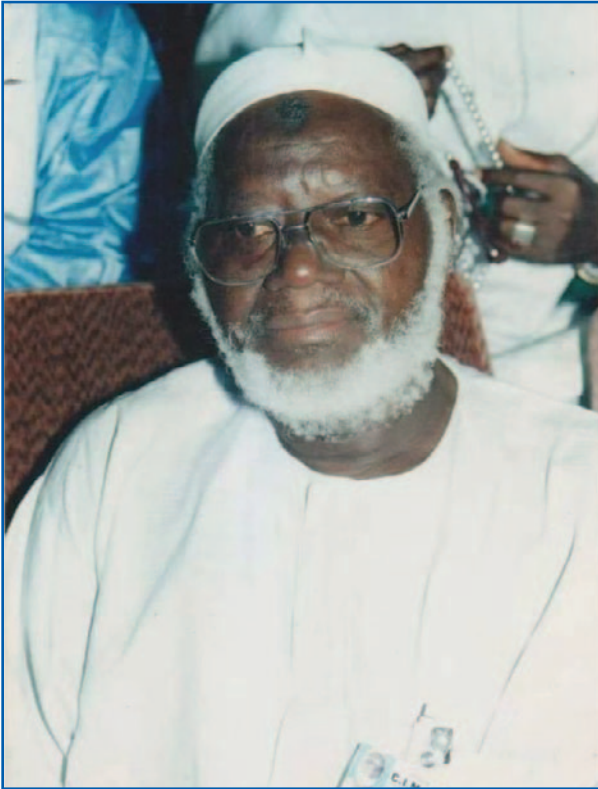
Afin que nul n'oublie : El Hadj Mody Sylla Rien, sauf peut-être l'amour de la balle ronde, ne prédestinait ce natif de Touba, à une carrière de dirigeant sportif. En effet, à l'instar des enfants de cette ville du Mali située à plus d'une centaine de kilomètres de Bamako, il fréquente l'école coranique, avant de poser ses valises en Terre d'Eburnie. Après y avoir fait fortune, il retourne au pays et ouvre une boutique au marché Dabanani. Grand amateur de football, il est membre fondateur du Stade malien de Bamako et contribue au recrutement et à l'entretien de nombreux sportifs de 1960 à son retrait de la gestion active vers la fin des années 80. Il a pendant plusieurs années, occupé le poste de vice-président du club, s'occupant du recrutement, des finances et aussi de l'organisation des matchs et tournois amicaux (à l'extérieur), à une époque où cela n'était pas évident. Il a aussi pendant un moment, été chargé de la section Basketball. Homme de convictions, il n'hésitait pas à débiter ses vérités dans un langage dépourvu d'ambiguïtés, lors des réunions, assemblées générales et conseil des sages (à l'époque où il siégeait au comité des sages). Durant les années 2000, il a été élevé à la dignité de président d'honneur à vie, pour services rendus au club.

Parallèlement à ses activités de dirigeant sportif, il est membre fondateur de l'Amupi (association malienne pour l'unité et le progrès de l'islam) et du Haut conseil Islamique. Représentant de la marque "MAZDA", Il est aussi promoteur de la première agence de voyages privée du Mali (Al Omra), dont le professionnalisme est reconnu dans l'organisation du pèlerinage musulman.

Malgré l'âge et la maladie, il continuait à donner son avis sur la marche du club, jusqu'à son décès le 31 Août 2014.

Depuis, des groupes de supporters du Stade malien de Bamako, portent son nom, Afin que nul n'oublie cet homme au sang chaud et au caractère affable, qui avait pour devise : "Dieu, le Stade malien, ma famille ". Dors en paix, El Hadj. "A Dieu nous appartenons et à lui nous retournons ".

Mohamed Soumaré
consultant sportif



■ Mali Actu



Une bonne initiative pour qui sait que notre pays dispose d'un vaste potentiel dans les domaines pétrolier et gazier couvrant une superficie de 900 mille Km².



■ Bacary Camara



Arène politique.
Djiuguiba Keita dit PPR, ce grand ami de la presse malienne, au propre comme au figuré..
« Il appelle toujours un journaliste pour lui dire « Merci pour ton article ». Un fait assez rare chez nos leaders politiques pour être vraiment signalé..
« Il n'y aurait pas de héros, si les actions étaient condamnées à l'oubli

des hommes, car nous agissons pour soulever l'admiration de ceux qui vivent et provoquer la vénération de ceux qui doivent venir. » dit le griot mandingue. Une phrase à méditer par les générations nouvelles..

Le camarade Djiuguiba Keita dit PPR "prêt pour la révolution" reste incontestablement une « icône » du mouvement étudiant des années de braise marquées surtout par le régime de plomb du Général Moussa Traoré. Acteur politique courageux, cohérent et « sincère » (la meilleure arme en politique dit-on), PPR appartient au cercle très restreint des « historiques » du mouvement démocratique du 26 mars 91. Et à ce titre, il a été au cœur de toutes les luttes patriotiques et démocratiques de notre pays.

Dans ce combat audacieux au long cours, il a toujours refusé les rentes de situation, les promotions hasardeuses et accidentelles. Ancien cadre politique du parti du CNID FYT lui et ses vaillants camarades de lutte vont quitter ce parti du soleil levant devenu aujourd'hui spectral, pour ensuite créer le parti pour la renaissance nationale (PARENA).

C'est un parti « moyen » très respecté par ses pairs et qui reste l'un des meilleurs sur l'échiquier politique en terme de critiques constructives, de productions d'idées réalistes et généreuses, dans la défense des intérêts supérieurs de la nation malienne.

B.CAMARA, Journaliste



■ Martin Fayulu



J'ai un réel plaisir d'adresser mes vives et chaleureuses félicitations au MPLA pour sa victoire aux élections législatives et au Président João Lourenço pour sa réélection à la magistrature suprême de la République d'Angola.

■ Macky Sall



J'ai appris la triste nouvelle du décès de l'ancien Président Mikhaïl Gorbatchev. Je salue la mémoire de l'illustre défunt et présente mes condoléances au peuple russe et à ses dirigeants. Paix à son âme.

■ Observateur



#Les nouvelles sont très bonnes du côté du Conseil de sécurité de l'ONU. Le Mali triomphe malgré une diplomatie agressive de l'occident et trois pays africains. La diplomatie Malienne écrase 21 pays avec fracas (16 en Europe, 2 en Amérique et 3 en Afrique). Détails à suivre!



■ SY Ousmane



Entré dans l'Etat en 1993 en réformateur, j'en suis sorti en 2002 en refondateur. 20 ans après, je reste convaincu que le Mali ressemble à une pyramide que l'on tente de faire tenir sur son sommet. La clairvoyance impose de l'installer sur sa base, c-a-d les communautés locales.

■ Serge Daniel



#Mali-Algérie-/Visite à Bamako du 1er au 3 septembre 2022 de M. Lamamra, ministre algérien des A. Étrangères. Il fera d'une pierre, 2 coups : 6 eme session du Comité de suivi du processus de paix d'Alger avec tous les acteurs et 18 eme session du comité stratégique Mali-Algérie .

#Onu-Rencontre/Journée de réflexion ce 31/08 à Dakar. Autour de la table, M. Saleh Annadif chef de l'UNOWAS , et notamment ses prédécesseurs Ould Abdallah et Said Djinnit, ainsi que le Pdt de la C de la CÉDEAO, et le chef de la Minusma. Le Pdt Macky Sall a reçu tout le groupe.

■ Gouvernement du Mali



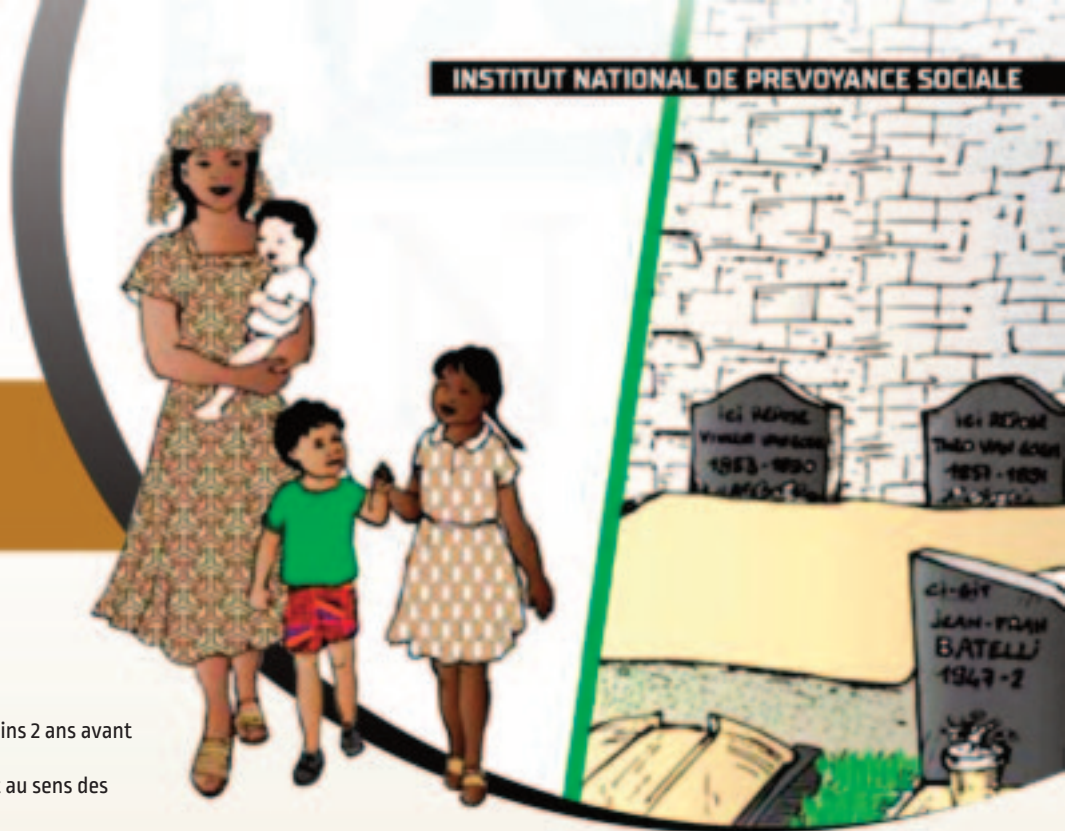
Dans le cadre du renforcement des relations historiques et fraternelles existant entre le Mali et l'Algérie, Son Excellence Monsieur Ramtane LA-MAMRA, Ministre des Affaires Etrangères et de la Communauté Nationale à l'Etranger de la République Algérienne Démocratique et Populaire effectue une visite de travail et d'amitié à Bamako du 1er au 03 septembre 2022, à l'invitation de Son Excellence Monsieur Abdoulaye DIOP, Ministre des Affaires étrangères et de la Coopération internationale. Au cours de son séjour, S.E.M. LAMAMRA conduira la délégation algérienne aux travaux de la 18ème session du Comité Bilatéral Stratégique Mali – Algérie. Cette rencontre de haut niveau s'inscrit dans le cadre des consultations politiques régulières entre le Mali et l'Algérie et concourt au renforcement des relations d'amitié et de coopération entre les deux pays.

En outre, le Chef de la diplomatie algérienne présidera la 6ème session de haut niveau du Comité de Suivi de l'Accord pour la paix et la stabilité au Mali, issu du processus d'Alger. Pour rappel, l'Algérie est le Chef de file de la médiation internationale. En marge de ces deux importantes rencontres, le Ministre LAMAMRA aura des entrevues avec les plus hautes Autorités maliennes en vue d'échanger sur des questions bilatérales et autres sujets d'intérêt commun.

Bureau de l'Information et de la Presse/MAECI



L'allocation de survivant



Conditions d'ouverture du droit :

Pour la conjointe, avoir contracté mariage au moins 2 ans avant le décès de l'assuré ;

- pour les orphelins, être à la charge du défunt au sens des allocations familiales.

Les pièces constitutives du dossier de la demande d'allocation de solidarité

Pièce à fournir	Responsable / Autorité de délivrance	Responsable du remplissage
Jugement d'hérédité	Tribunal	Tribunal
Acte de décès	Autorité administrative	Autorité administrative
Demande de d'allocation de survivant	Sur imprimé officiel fourni par l'INPS	L'assuré
Certificat d'emploi et de salaires	Sur imprimé officiel fourni par l'INPS	Le dernier employeur, éventuellement rempli par les précédents sur des imprimés distincts lorsque l'assuré a fait moins de 8 ans chez le dernier employeur.
Certificats de travail	Tous les employeurs de l'assuré	Chaque employeur de l'assuré doit un fournir un certificat de travail
Certificat de vie	Autorité administrative	Autorité administrative
Justificatifs des rémunérations perçues	Employeur	L'employeur (bulletins de salaire, indemnité de départ à la retraite, etc.)
Certificat de vie des enfants de 1 à 13 ans	Autorité administrative	Autorité administrative
Certificat de fréquentation scolaire des enfants de 14 ans plus.	Autorité scolaire	Autorité scolaire
Pièces d'états civils non déclarées au moment de l'immatriculation	Autorité administrative	Autorité administrative : - pièces état-civil des enfants non déclarés par l'assuré - pièces état-civil des mariages non déclarés par l'assuré.

Calcul de l'allocation de solidarité

L'allocation de survivants est calculée sur la base des éléments ci-après :

- la rémunération mensuelle moyenne (RMMaa) des années d'activité ;
- le taux d'annuité (TA) qui est fixé par la loi à 2% ;
- le nombre minimal d'années d'activité salariée ayant donné lieu à cotisation pour avoir une pension ou durée d'assurance minimale (DA) de 13 ans ;
- le nombre d'années d'activité salariée ayant donné lieu à cotisation converti en semestres (SA).

Le montant de l'allocation de survivants, se répartit de la même façon que les pensions de survivants, sobtient en appliquant à la pension la formule suivante :

$$AS = RMMaa \times DA \times TA \times SA$$

Exemple :

Un assuré comptant 5 années d'activité salariée ayant donné lieu à cotisation qui a eu une rémunération totale de 9 463 616 FCFA au cours de ses années d'activité.

L'allocation de survivants se calcule comme suit :

- arémunération mensuelle moyenne des années d'activité (RMMaa) : 9 463 616 FCFA : 60 = 157 726 FCFA
- le taux d'annuité (TA) : 2%
- la durée d'assurance minimale (DA) : 13 ans
- le nombre d'années d'activité salariée ayant donné lieu à cotisation converti en semestres : 10 semestres
- le montant de l'allocation de survivants est de :
 $157726 \text{ FCFA} \times 2\% \times 13 \times 10 = 410\,090 \text{ FCFA}$

Date d'effet :

L'allocation de survivants prend effet le premier jour du mois civil qui suit la date de réception de la demande de liquidation de la retraite.

Madagascar : L'opposition dénonce un "terrorisme d'Etat" après des tirs meurtriers de gendarmes



Le dirigeant du plus grand parti d'opposition à Madagascar a accusé mercredi le gouvernement de "terrorisme d'Etat" après que 19 personnes ont été tuées par des gendarmes ayant tiré sur une foule en colère à la suite de la disparition d'un enfant albinos.

Ils ont ouvert le feu lundi quand des centaines de personnes ont tenté d'entrer dans leur caserne, à Ikongo, une ville du sud-est de l'île, pour se faire elles-mêmes justice. Quatre suspects, arrêtés après la disparition la semaine dernière de l'enfant, avaient été placés en détention dans cette caserne et la foule exigeait qu'on les lui remette.

Les gendarmes, qui ont invoqué la légitime défense, ont donné mardi le bilan de 19 morts et 21 blessés.

Selon une source de la gendarmerie présente sur place, au moins 500 personnes avaient afflué, dont certaines munies d'"armes blanches" et de "machettes".

"Je parle de terrorisme d'Etat car ce sont les gendarmes et les forces de l'ordre qui ont tiré sur la population. Ils doivent protéger les gens et pas leur tirer dessus. Je suis très choqué", a déclaré au téléphone à l'AFP Marc Ravalomanana, à la tête du principal parti d'opposition, Tiako I Madagasikara. Il fut président de Madagascar de 2002 à 2009.

La porte-parole du gouvernement, Lalatiana Rakotondrzafy, a réagi en estimant que "parler de terrorisme d'Etat quand on ne connaît pas les circonstances précises du drame, c'est de la provocation pure". Elle a aussi jugé "inadmissible" que ces propos émanent d'un ancien chef de l'Etat. Déplorant "les pertes humaines", la porte-parole a ajouté : "Nous ne pouvons pas nous faire justice nous-mêmes et les gens doivent respecter la loi : chacun doit prendre ses responsabilités pour que ce genre de drame ne se reproduise pas".

Les autorités ont ouvert une enquête et le ministre de la Défense, Richard Rakotonirina, a promis que les "sanctions nécessaires" seraient prises.

La police n'a donné aucune information sur le sort des quatre suspects. Des renforts ont été déployés "pour maintenir le calme" à Ikongo, située à environ 350 km de la capitale Antananarivo.

Les phénomènes de vindicte populaire sont fréquents à Madagascar. En février 2017, également à Ikongo, 800 personnes avaient fait irruption dans une prison à la recherche d'un suspect arrêté pour meurtre qu'elles voulaient lyncher. La foule avait maîtrisé les gardes, permettant par la même occasion à 120 détenus de s'échapper.

Source : Agence France-Presse

Burkina : Libération d'une religieuse américaine enlevée en avril Ouagadougou, Burkina



Une religieuse américaine de 83 ans enlevée en avril par des jihadistes dans le nord du Burkina Faso, a été libérée, a annoncé le diocèse de la ville de Kaya (nord) dans un communiqué parvenu à l'AFP mercredi. "C'est avec grande joie et reconnaissance à Dieu que nous portons à la connaissance de tous que la sœur Suellen Tennyson, la religieuse enlevée à Yalگو dans la nuit du lundi 4 au mardi 5 avril, a été libérée par ses ravisseurs", indique le communiqué signé de l'évêque de Kaya, Mgr Théophile Naré.

Il ajoute qu'elle "est présentement en lieu sûr" et "jouit d'une bonne santé", affirmant ne pas avoir "d'information sur les conditions de sa libération", mais exprimant sa "profonde gratitude à tous ceux qui y ont travaillé". A Washington, un porte-parole du Département d'Etat a salué la "libération d'une citoyenne américaine au Niger, qui avait été retenue en otage en Afrique de l'Ouest". Il n'a pas précisé son identité mais la sœur Tennyson était la seule otage américaine dans cette région. Elle retrouvera "prochainement" ses proches dans "l'intimité" selon sa volonté, a-t-il ajouté.

La sœur Suellen Tennyson, de la Congrégation des sœurs marianites de Sainte-Croix, était dans le nord du Burkina Faso depuis octobre 2014 lorsqu'elle a été enlevée en pleine nuit.

A l'époque, l'évêque de Kaya avait déclaré à l'AFP qu'elle avait "été amenée vers une destination inconnue par ses ravisseurs qui, avant de partir, ont vandalisé des salles, saboté le véhicule de la communauté qu'ils ont tenté d'emporter". Yalگو est située entre Kaya et Dori, deux grandes villes du nord du Burkina Faso, une région en proie à des attaques jihadistes régulières depuis sept ans.

Comme ses voisins malien et nigérien, le Burkina Faso est pris depuis 2015 dans une spirale de violences attribuées à des mouvements armés jihadistes, affiliés à Al-Qaïda et au groupe Etat islamique qui ont fait plusieurs milliers de morts et près de deux millions de déplacés.

Source : Agence France-Presse

Le chef d'état-major des armées de la Côte d'Ivoire, général Lassina Doumbia : " la procédure judiciaire contre nos 49 militaires détenus au Mali n'a aucune conséquence sur les négociations qui se poursuivent"



Le Général Lassina Doumbia a rencontré le jeudi dernier les familles des 49 militaires détenus au Mali. Lors de cette rencontre le général Doumbia rassure les familles sur les conditions de détentions de leurs époux.

Pour le chef d'Etat major des armées de la Côte d'Ivoire, les militaires ivoiriens détenus au Mali vont bien. Il poursuit qu'il n'y a aucune alerte, aucune mauvaise nouvelle sur leur santé et sur leurs conditions de détention. " Je voudrais vous rassurer que la décision du mandat de dépôt n'a aucune conséquence sur les négociations qui se poursuivent pour obtenir le plus rapidement possible leur libération. Ne donnez pas l'occasion aux opportunistes et malveillants ", a-t-il affirmé et ajoute qu'il faut rester soudés et solidaires pour aboutir à l'objectif. Selon le chef d'Etat major général de l'armée ivoirienne, la décision des autorités maliennes de mettre sous mandat de dépôt les 49 militaires ivoiriens n'a pas de conséquences sur les négociations en cours. Le général Lassina Doumbia continue que les négociations avancent bien et aboutiront sous peu. " Les lignes bougent et bientôt il y aura un dénouement heureux", a-t-il prononcé en présence des familles des militaires détenus au Mali.

Lors de cette rencontre, au nom du président de la République de la Côte d'Ivoire, le chef d'Etat major de l'armée a remis à chacune de ces familles, une enveloppe de 500.000F CFA (762 euros) pour qu'à l'approche de la rentrée scolaire 2022-2023 puissent revenir à leur besoin. Toujours dans cette affaire des 49 militaires, le président du Haut Conseil des Maliens en Côte d'Ivoire, rentrée à Abidjan le jeudi soir après un séjour à Bamako a assuré qu'il y aura bientôt un dénouement proche. " Je peux dire à tout le monde qu'il y a bon espoir. Les autorités maliennes nous ont donné une réponse favorable qui donne à espérer. C'est pourquoi nous demandons aux populations ivoiriennes de garder le calme", a affirmé Moulaye Haïdara.

Dans le sens, les responsables religieux de la Côte d'Ivoire ont séjourné aussi au Mali en rencontrant ceux du Mali et plusieurs autres respon-

Soudan : Un mort dans des manifestations contre le pouvoir (médecins)



Un manifestant a été tué mercredi dans la répression des manifestations au Soudan, dix mois après le putsch qui a plongé le pays dans la violence et une grave crise économique, ont annoncé des médecins. Le manifestant, qui n'a pas été identifié, a succombé à ses blessures après avoir été "touché à la tête par une cartouche de gaz lacrymogène et renversé par un véhicule des forces de sécurité" lors de manifestations à Khartoum, a indiqué le syndicat de médecins prodémocratie. Selon cette source, ce dernier décès porte à 117 le bilan de la répression des manifestations anti-coup d'Etat qui dénoncent régulièrement le putsch du 25 octobre 2021, mené par le chef de l'armée Abdel Fattah al-Burhane.

Le putsch a mis fin à un fragile partage du pouvoir conclu entre civils et militaires après la destitution par l'armée en 2019 du dictateur Omar el-Béchir au pouvoir durant trois décennies. Après ce coup de force, la communauté internationale a gelé son aide pourtant vitale.

Selon l'ONU, un Soudanais sur trois a besoin d'aide humanitaire dans un pays où l'inflation avoisine chaque mois les 200%, la monnaie est en chute libre et le prix du pain a été multiplié par dix depuis le putsch. Les manifestations ont été ravivées le 30 juin lorsque des dizaines de milliers de personnes se sont rassemblées et que neuf personnes ont été tuées, selon des médecins. Début juillet, le général Burhane avait annoncé que l'armée laissait les civils former seuls un gouvernement mais le principal bloc civil avait rejeté cette proposition, dénonçant un "retrait tactique" destiné à maintenir l'influence de l'armée dans le pays. Les manifestants affirment eux qu'il n'y aura "ni négociation, ni compromis" avec le pouvoir militaire.

Le mois dernier, le chef soufi Al-Tayeb al-Jed a de son côté lancé une initiative réunissant militaires, dignitaires tribaux, diplomates et islamistes de la dictature déchue autour d'une feuille de route censée relancer la transition démocratique.

Source : Agence France-Presse

sabilités pour faciliter une entente dans l'affaire des 49 militaires détenus au Mali. A titre de rappel, les autorités maliennes ont inculpé ces militaires en mi-août pour tentative d'atteinte à la sûreté de l'Etat. Ils ont aussi été considérés par des mercenaires venus déstabiliser le Mali. Diak

Source : L'Informateur

Est de la RDC : Au moins 14 morts dans des attaques de membres du groupe ADF

Au moins quatorze civils ont été tués mardi dans des attaques attribuées aux membres du groupe Forces démocratiques alliées (ADF) dans l'est troublé de la République démocratique du Congo, ont indiqué mercredi des sources locales.

Des militants du groupe ADF ont attaqué mardi des villages près de la localité de Biakato, dans la province de l'Ituri (nord-est), ont indiqué à l'AFP des habitants de la région et la société civile.

"Nous avons récupéré quatorze corps de victimes tuées par les rebelles ADF aux villages Alima, Laliya et ses environs", a déclaré à l'AFP Kamba Tonge, responsable de la coordination des associations des jeunes de la localité de Biakato en Ituri, qui supervisait les recherches des corps. "Deux corps des rebelles ADF" ont été également ramassés, a déclaré à l'AFP Gilbert Sivamwenda, responsable de la société civile de Biakato, confirmant le bilan de 14 corps de civils retrouvés dans la brousse.

"L'armée est intervenue pour rétablir l'ordre", a indiqué le colonel Charles Ehuta Omeanga, administrateur militaire du territoire de Beni dans la province voisine du Nord-Kivu (est). Mais il n'a pas voulu donner le nombre de civils tués.

Dans une autre attaque dans la nuit de lundi à mardi également attribuée au groupe ADF, "dix personnes ont été tuées dans deux villages



de l'ouest d'Oicha", chef-lieu du territoire de Beni (Nord-Kivu, est), a déclaré à l'AFP Kinso Katuo, président du réseau d'associations de la société civile de Mamove.

Le groupe armé ADF est présenté par l'organisation État islamique (EI) comme sa branche en Afrique centrale (ISCAP en anglais). L'EI revendique certaines attaques de ce groupe.

Les ADF sont accusés d'être responsables de massacres de milliers de civils dans l'est congolais et d'avoir commis des attentats en Ouganda. Depuis novembre, les armées congolaise et ougandaise mènent conjointement des opérations pour les neutraliser, sans parvenir à mettre fin aux massacres de civils.

Source : Agence France-Presse

Mali - Russie : L'humanitaire, au-delà de la coopération militaire

La coopération entre la Russie et le Mali très appréciée par le peuple malien passe à une nouvelle étape. Pendant longtemps souhaitée par l'opinion nationale, les relations entre les deux pays dans les domaines économique, politique, militaire, culturel et surtout humanitaire commencent à porter ses fruits. Une cargaison de produits de première nécessité et pharmaceutique vient renforcer l'attachement entre les populations des deux pays.

Le développement de la coopération russo-malienne se poursuit non seulement dans le domaine militaire, mais aussi désormais dans le domaine humanitaire. Récemment, deux avions de transport russes sont arrivés à Bamako les 15 et 20 août avec une cargaison

des frets humanitaires.

Un communiqué indique que les livraisons des produits de première nécessité, y compris les médicaments, seront distribuées par le Gouvernement du Mali aux populations vulnérables dans différentes régions du pays. Rappelons que le Mali fait face à une menace terroriste qui sévit au Mali et dans la région du Sahel.

Ces livraisons confirment la relation stratégique et l'amitié étroite entre les deux pays, et sont également un signe de solidarité et de confiance mutuelle. Une telle assistance est déjà devenue une bonne tradition dans le cadre du développement des relations entre les peuples des deux pays.

En décembre 2021 le Mali a relancé le partenariat avec la Russie, pour aider le pays africain à se développer dans de nombreux domaines politique, militaire, et économique. La renaissance de ce partenariat est due au fait que les relations avec l'ancienne puissance coloniale, la France se sont détériorées à la suite de la prise du pouvoir par les militaires à Bamako.

Binadjan Doumbia





Office central de Lutte contre l'Enrichissement illicite (OCLEI)

BON A SAVOIR

■ C'EST QUOI L'ENRICHISSEMENT ILLICITE ?

L'enrichissement illicite est :

- l'augmentation substantielle du patrimoine d'un agent public sans rapport avec ses revenus légitimes, ou
- le train de vie que mène cet agent sans rapport avec ses revenus légitimes.

■ C'EST QUOI LA DÉCLARATION DE BIENS ?

La déclaration de biens est la liste détaillée des revenus et des biens qui appartiennent à un agent public, transmise par cet agent aux autorités compétentes pour analyse et exploitation conformément à la loi.

■ QUI DOIT FAIRE LA DÉCLARATION DE BIENS ?

La déclaration de biens concerne les personnalités suivantes : présidents d'institution, ministres et assimilés, présidents et membres des autorités administratives indépendantes, députés ou maires, autres ordonnateurs ou comptables publics, directeurs généraux, présidents d'établissement public, directeurs généraux, nationaux ou régionaux des services de l'Etat, magistrats, chefs d'état-major des armées, responsables de la passation de marchés publics, responsables des services financiers, d'assiette ou de recouvrement.

Les personnalités concernées sont environ 8 000.

■ OÙ FAIRE SA DÉCLARATION DE BIENS ?

La déclaration de biens est faite auprès du président de la Cour suprême. En retour, cette autorité délivre un récépissé à l'auteur de la déclaration de biens.

■ QUELS SONT LES REVENUS ET BIENS À DÉCLARER ?

- les revenus : salaires, indemnités, primes, autres accessoires de salaires, héritages, libéralités légalement reçues ;
- les biens meubles : véhicules, meubles et bijoux de valeur, objets d'art, comptes bancaires, argent en espèces, actions, parts sociales,
- les biens immeubles : maisons d'habitation, immeubles commerciaux ou professionnels, champs, vergers, animaux, terrains nus.

Tous les revenus et biens doivent être déclarés, qu'ils soient situés au Mali ou à l'extérieur.

■ QUELLES SONT LES PIÈCES JUSTIFICATIVES DE LA DÉCLARATION DE BIENS ?

Les revenus et les biens déclarés doivent être soutenus par des pièces justificatives comme les titres fonciers, les lettres d'attribution, les concessions rurales, les concessions urbaines, les relevés de comptes bancaires, etc.

■ QUAND FAIRE SA DÉCLARATION DE BIENS ?

La déclaration de biens doit être faite par l'agent public concerné :

- au début de la fonction ou du mandat qui crée l'obligation de déclaration de biens ;
- chaque année, au plus tard le 31 décembre ;
- à la fin de la fonction ou du mandat.

Le formulaire de déclaration de biens est téléchargeable en cliquant

www.oclei.ml

<https://www.facebook.com/Office-Central-de-Lutte-Contre-l-Enrichissement-Illicite>

Rentrée scolaire 2022-2022 : Le choix du 16 septembre soulève le tollé des autres acteurs

La rentrée scolaire 2022-2023 est fixée au vendredi 16 septembre 2022 à 7h30 ! C'est ce que l'opinion nationale a appris le lundi 29 août dernier par voie de presse (ORTM). Une date rejetée aujourd'hui par presque l'ensemble des acteurs de l'École qui dénoncent une décision unilatérale du gouvernement.

Surprise ! C'est l'effet manifesté par beaucoup d'acteurs de l'École (enseignants, syndicats, promoteurs privés, parents...) suite à la décision du gouvernement, particulièrement du Ministère de l'Éducation nationale, de fixer la rentrée 2022-2023 au vendredi 16 septembre 2022. Une surprise légitime d'autant plus que la décision 2021/002042/MEN-SG fixait «la reprise des cours pour l'année 2022-2023» au «lundi 3 octobre 2022». Et selon notre petite investigation durant la matinée d'hier mardi 30 août 2022, personne n'est réellement prête pour cette «rentrée précipitée» ; à part bien sûr le gouvernement.

«Autant nous avons salué le ministère de l'Éducation nationale pour le bon déroulement de l'année scolaire 2021-2022 et surtout la très bonne organisation des examens de fin d'année, autant nous condamnons cette décision unilatérale de reprendre les cours le 16 septembre prochain. Ce n'est pas une décision responsable compte tenu de plusieurs facteurs, notamment l'hivernage...», déplore Amadou Cissé, enseignant.

«Je ne pense pas que les écoles privées puissent être prêtes pour cette date. En effet, ils sont encore nombreux les promoteurs qui n'ont pas encore fini de gérer l'année scolaire 2021-2022. Et c'est maintenant que nous commençons les inscriptions pour la nouvelle année scolaire car nous pensions que la rentrée était en octobre et non en septembre», a souligné une promotrice.

«La rentrée scolaire du 16 septembre 2022 est impossible et ça ne passera pas. La décision de la rentrée doit être prise en concertation à l'ensemble des acteurs de l'école», a aussi réagi un leader syndical via les réseaux sociaux. Quant aux parents, c'est l'incompréhension totale. «Nous ne sommes pas préparés pour cette rentrée qui risque de prendre beaucoup de parents au dépourvu. On se faisait déjà des soucis pour réunir les moyens de



l'inscription et de l'achat des fournitures avant le 3 octobre. Et maintenant, ils viennent nous annoncer à la télévision que la rentrée est dans 2 semaines.... Le gouvernement tient-il réellement compte de la souffrance des parents d'élèves que nous sommes», s'interroge Sy Mariam Sidibé, parent d'élèves.

«Le Mali ne se limite pas à Bamako. A l'intérieur du pays, il y a beaucoup d'enfants qui ne peuvent pas étudier quand il pleut parce qu'ils sont dans des abris de fortune. Et même, souvent en brousse aussi bien qu'en ville, les classes couvertes de tôles suintent. Les chemins entre les villages ne sont pas non plus praticables après une abondante pluie. Sans compter les risques (inondations, effondrement de classes mal construites...) auxquels les enfants sont exposés avant la fin de l'hivernage», rappelle Siaka Diarra, un parent d'élève joint au téléphone dans une localité du cercle de Kadiolo, près de 480 Km au sud du Mali.

Pour nos interlocuteurs, c'est le timing qui

pose problème. «Ce n'est pas à deux semaines qu'on officialise la date d'une rentrée qui doit être une décision consensuelle», souligne M. Cissé. Un avis largement partagé par nos interlocuteurs.

Le ministère de l'Éducation nationale a énormément soigné son image par les efforts consentis pour le bon déroulement de l'année scolaire écoulée et surtout grâce à la bonne organisation des examens de fin d'année. Ce qui présageait d'une nouvelle rentrée dans un climat très apaisé et convivial. Il ne sert donc à rien de compromettre ce capital de sympathie par une décision qui ne convient pas à la grande majorité des partenaires de l'École. C'est pourquoi, il serait raisonnable que le gouvernement revoie la date de la rentrée scolaire 2022-2023 ! Et cela dans l'intérêt de toute la nation !

Naby

Source : Le Matin

Emplois et formation au mali : Enfin une stratégie nationale ?

L'Observatoire national de l'Emploi et de la Formation (Onef), a organisé le 25 août dernier au siège du Patronat, un atelier de restitution de ses rapports d'études réalisés et publiés en 2021. La cérémonie d'ouverture présidée par le Secrétaire général du ministère de l'Entreprenariat national, de l'Emploi et de la Formation professionnelle, a enregistré la présentation de quatre rapports d'études, dont trois ont été financés sur les ressources propres de l'Onef. C'était en présence du directeur général de l'Onef, Aboubacar Diallo.

L'Observatoire national de l'Emploi et de la Formation conformément à ses missions en 2021, a produit quatre rapports d'études, notamment le rapport d'études sur « l'insertion professionnelle des sortants certifiés en 2019 des dispositifs de formation professionnelle », le « rapport national sur l'emploi auprès des ménages (RNEM 2020) », le rapport « d'analyse situationnelle annuelle sur le marché du travail (RASAMT 2020) », le rapport de « l'enquête de satisfaction des bénéficiaires directs et finaux du programme MLI022-formation et insertion professionnelle financée par LuxDev dans sa zone d'intervention ».

Le premier, qui est l'étude sur l'insertion professionnelle des sortants certifiés en 2019, a pour objectif de faire le point sur l'insertion professionnelle des sortants des dispositifs de formation professionnelle du Mali sur le marché du travail depuis la fin de leur formation. La méthodologie utilisée pour l'atteinte de cet objectif est un recensement global de la population des sortants certifiés de 2019.

Le second, relatif au rapport de l'enquête na-

tionale sur l'emploi auprès des ménages est la septième production du genre que l'Observatoire national de l'Emploi et de la Formation produit depuis 2015. Les données de ce rapport se sont révélées en intégralité de l'enquête modulaire et permanente auprès des ménages (EMOP 3m passage) de l'Institut national de la Statistique (Instat).

Ledit rapport est le fruit de la collaboration entre l'Instat et l'Onef avec l'appui financier du budget d'Etat selon la méthode et outils de collecte de l'Instat. Le troisième consécutif au rapport d'analyse situationnelle annuelle sur le marché du travail de 2020 (RASAMT 2020), est la huitième production que l'Observatoire national de l'Emploi et de la Formation met à la disposition des utilisateurs et lecteurs. Il est inscrit dans le programme d'activités et est produit chaque année.

Il est entièrement financé par le budget d'Etat. Son objectif est de fournir les informations sur le marché du travail portant sur les données de l'année 2020. Le quatrième rapport est axé sur l'enquête de satisfaction des bénéficiaires directs et finaux du Programme ML1/022- For-

mation et insertion professionnelle financée par Luxdev dans sa zone d'intervention au Mali.

Pour la réalisation de cette étude, l'Onef a amélioré l'accompagnement de l'équipe d'appui de l'Unesco (Institut international de Planification de l'Education (IPE) – Unesco Dakar et Bureau régional de l'Unesco pour l'Afrique de l'Ouest Sahel à Dakar). Cette étude expose les résultats de l'enquête de satisfaction auprès de 6 structures bénéficiaires directes du programme MLI/022 et d'un échantillon de 1 308 bénéficiaires finaux dont les résultats ont été extrapolés aux 12 543 bénéficiaires finaux. Cependant, ces rapports d'études font ressortir le point de la situation globale de l'emploi en 2020, les actions réalisées par les différentes structures dans le cadre de la mise en œuvre des politiques et programmes et évaluent les effets et l'impact des différentes interventions sur le chômage, le sous-emploi et la pauvreté au Mali.

Ces statistiques, selon le représentant du ministre, permettent de comprendre les tendances du marché du travail, en ce qui concerne notamment l'évolution de la population active, le taux de chômage, les compétences et qualifications recherchées par les entreprises et les besoins futurs en matière de formation.

Il n'a pas manqué de saluer la coopération Luxembourgeoise pour avoir placé sa confiance à l'Onef pour la réalisation des différentes études devant renseigner les indicateurs de ses différents programmes d'intervention au Mali.

Ibrahima Ndiaye
Source : Mali Tribune



Presse malienne : Le regard critique des professionnels

A la faveur de la journée de blogging, la Maison de presse a servi de cadre, le mercredi 31 août 2022, à une conférence débat dont le thème était « le rôle de la presse pour assainir et encadrer cette nouvelle façon d'informer ». C'était en présence d'une pléiade d'hommes de média qui, convaincus que le paysage médiatique malien est à la croisée des maliens ont engagé des débats houleux et passionnés.



Bandiougou Danté, président de la Maison de la presse estime qu'il est de la responsabilité de sa structure d'encourager toutes les initiatives qui vont dans le sens de la liberté d'expression. Il faut respecter les règles, les principes qui régissent cette matière. « **Nous avons un espace médiatique particulier au Mali. Un espace médiatique extrêmement intéressant qui revendique environ 500 radios, plus 200 parutions, 60 sites web. Vous n'êtes pas sans savoir que nous avons un nombre indéterminé de pages Facebook. Nous avons encouragé les radios à se positionner dans le monde digital. Je pense qu'il faut s'adapter à l'évolution au risque de disparaître un jour. Je fais partie des personnes qui tapent le plus sur les vidéomans car je ne manque aucune occasion pour leur rappeler qu'ils ne sont pas journalistes. Je dédie ce paysage médiatique pluriel qui a ces réalités. Au Mali, le grand problème c'est la personnalisation des affaires** », a-t-il dit, avant de laisser entendre qu'il faut promouvoir l'excellence. Il faut reconnaître la valeur de l'autre. Ce paysage médiatique se caractérise par une dualité qui cohabite un système classique et un système moderne. « **Nous nous sommes rendu**

compte que dans un passé récent, on a cherché à faire la promotion des réseaux sociaux comme si on cherchait à tuer la presse classique indépendante et impartiale à petit feu ».

Le Président de l'association des professionnels de la presse en ligne, Modibo Fofana, a précisé que de 1992 au début des années 2000, l'espace médiatique a connu une période faste grâce à la prolifération des organes de presse privés et libres qui s'est accentuée vers 2010 par la création de journaux (presse écrite), radios télévisions partout sur le territoire national. Il s'en est alors suivi la ruée de toute une catégorie de diplômés vers la profession de journaliste sans pour autant avoir ni la qualification ni l'envie. « **La conséquence a été une déprofessionnalisation du secteur avec à la clé la montée en puissance d'une nouvelle « catégorie d'acteurs » de plus active sur internet et sur les réseaux sociaux. Cette nouvelle catégorie d'acteurs est appelée « journalistes- activistes » pour les uns et « videoman » pour les autres. Ceux-ci ont profité de l'instabilité socio-politique du pays pour se faire une place incontournable dans le paysage médiatique du pays contribuant du coup à alimenter une sorte**

de confusion préjudiciable à la crédibilité des professionnels de l'information », a-t-il regretté.

L'avènement de l'internet, souligne Modibo Fofana, a favorisé la naissance de nouveaux types de médias qui tranchent d'avec les médias traditionnels. La presse écrite a commencé à migrer vers le numérique, la télévision se regarde de plus en plus en ligne grâce aux smartphones, aux ordinateurs.

Bref, les TIC ont fait irruption dans notre vie quotidienne et bouleversent aujourd'hui nos habitudes souvent avec des outils pratiques, performants et presque accessibles à tous. Le monde du journalisme et les médias en général n'échappent pas à la révolution du numérique. Les réseaux sociaux que les TIC, provoquent un grand chambardement au niveau de la production et de la diffusion de l'information. Les médias traditionnels (journaux en papier, radios, télévisions) n'ont plus le monopole de l'information. Ils en sont réduits à courir derrière l'évolution imposée par les TIC. C'est ainsi que tous les médias dits traditionnels, grands et petits, se sont mis aux réseaux sociaux pour bénéficier de l'audience de la communauté d'internautes. Aujourd'hui, il est difficile d'imaginer un journal, une chaîne de radio ou de télévision sans ses comptes Twitter, Facebook, WhatsApp.

Modibo Fofana soucieux de l'avenir de la presse, indique que la démocratisation de l'information grâce aux réseaux sociaux a donné la possibilité à tout le monde de faire facilement la production et la diffusion. Par conséquent, cette démocratisation conduit à des dérives sur les réseaux sociaux chantage, montage photo, cyber attaques, fakes news ; mal information et la désinformation etc. « **Les réseaux sociaux jouent un rôle important dans notre vie de journaliste au quotidien. Nous sommes à une époque où il y a énormément d'informations, partout et tout le temps. Aujourd'hui, avec les réseaux, nous ne nous déconnectons presque jamais. Il faut rétablir la confiance entre les journalistes et l'audience. Il faut commencer par se rapprocher de l'audience, créer une proximité. Et organiser des rencontres des ateliers pour s'adapter à ces nouveaux médias** », a-t-il conclu.

■ Ibrahim Sanogo



Bientôt la rentrée académique 2022-2023



Apprendre pour réussir sa vie et dans la vie et servir l'humanité
Passez une année universitaire subliminale avec UCAO-UUBa

Université Catholique de l'Afrique de l'Ouest
Unité Universitaire à Bamako



Hamdallaye - porte 85 - Rue 109
BP E4165 Bamako MALI



+223 20 29 56 31 / 20 29 56 28



ucao.uuba@gmail.com



Université catholique de l'Afrique de l'Ouest de Bamako



www.ucao-uuba.org

Gestion de la transition : L'hommage d'un malien de la diaspora à Choguel Kokalla Maïga

“Qu’il revienne encore aux affaires ou pas, il ne sera jamais oublié dans le nouveau Mali. Car il est déjà rentré dans les annales glorieuses de l’histoire...”. S’il doit y avoir un prix Nobel politique en Afrique, on doit le décerner au Dr. Choguel Kokalla Maïga et à son gouvernement. Mais particulièrement à Choguel. Ces propos sont d’un compatriote malien résidant en Allemagne, qui a rendu un vibrant hommage au Premier ministre Choguel Kokalla Maïga. Nous vous proposons son texte.

S’il doit avoir un prix Nobel politique en Afrique, on doit le décerner au Dr. Choguel Kokalla Maïga et à son gouvernement. Mais particulièrement à Choguel. Je suis très sincère dans mes propos. Et ne venez pas me dire qu’il avait dit ceci ou qu’il avait fait cela dans le passé. Je suis en train de juger ce qu’il vient de faire dans ce gouvernement de transition. Ce concept de médiatisation de notre politique que nous sommes en train de vivre est révolutionnaire. Choguel et son gouvernement ont su s’inspirer des Jerry John Rawlings et Thomas Sankara pour adapter leur révolution à notre temps. Ils ont su utiliser les nouvelles technologies. Ce concept avec des activistes et «Vidéo-Man» à travers le continent africain pour expliquer facilement au bas peuple la géopolitique est révolutionnaire et plus efficace que les médias occidentaux. Les médias occidentaux l’ont vu venir mais ne pouvaient rien contre.

L’idée de «fake news» a été créée pour ne donner seulement la crédibilité qu’aux médias occidentaux, dits officiels. C’est-à-dire, ils peuvent mentir, et comme ce sont eux qui sont officiels, leur mensonge doit être considéré comme de la vérité. Et ils veulent discréditer tous les autres qui veulent les contredire ; qu’ils aient raison ou pas. Mais cela n’a pas marché, parce que nous avons su expliquer aux africains que ces médias mentent beaucoup plus qu’on ne le pense. Moi-même j’ai beaucoup participé à ce travail de sensibilisation des populations africaines sur les mensonges des médias occidentaux. Donc leurs concepts de «fake news» n’a pas marché.

Le régime malien a réussi à bien armer les activistes africains pour les rendre plus crédible que ces médias occidentaux. Ça, c’est la signature du Dr. Choguel Maïga. Et ceux qui crient partout que Choguel paye les activistes et les «Vidéo-Man». Mais où se trouve le problème?

S’asseoir et faire des vidéos est aussi un tra-



vail. C’est même souvent un travail intellectuel. Si quelqu’un décide de le faire et que l’état pense que la personne peut être utile, pourquoi ne pas le payer pour rendre utile à l’état, surtout lorsqu’il n’a rien d’autre à faire. Par contre, ce qui n’est pas considéré comme un travail, est le fait d’appartenir à des partis politiques avec le seul but de trouver un jour une place, et que l’état te paye pour ça. Nous n’allons plus jamais accepter cela au Mali. Bref, avec Choguel Maïga, nous savons maintenant nous défendre avec des preuves. Nous réagissons avec l’intelligence et non avec l’émotion. Une autre chose de Choguel qui est révolutionnaire, est du fait qu’il s’assoie étant Premier ministre pour expliquer facilement le problème géopolitique du Mali et du monde

entier. Il nous explique d’où nous venons et comment nous nous sommes trouvés là où nous sommes. Je vous jure que chaque fois qu’une connaissance d’une autre nationalité, qu’elle soit allemande, française ou d’un pays africain qui s’intéresse à la politique, me demande ce qui se passe au Mali, je ne perds même plus mon temps à essayer de lui expliquer. Je rentre juste dans YouTube, cherche les interventions de Choguel et je lui envoie les liens.

Une fois même, je me suis assis pour traduire en Allemand ce que Choguel raconte dans sa vidéo pour après envoyer la vidéo à un ami Allemand qui ne comprend pas français mais qui s’intéresse à la politique. Chaque fois que j’envoie les interventions de Choguel à des



connaissances, ils sont après tous fascinés de la façon dont le monsieur explique les choses. Ils ne sont pas habitués à cette sincérité des hommes politiques. Ils me demandent chaque fois si c'est réellement le premier ministre même qui parle comme ça, je dis oui, c'est le premier ministre même. Si vous voyez même que j'ai décidé aujourd'hui de vous écrire ces quelques lignes, c'est parce que je viens de revivre cette expérience encore une fois en Corse. Un de mes voisins vient de faire la connaissance des vidéos de Choguel Maïga à travers moi. Maintenant il est fan de lui.

Choguel, un N°10

Mes chers compatriotes Maliens, Choguel Maïga est un 10. Ces détracteurs peuvent continuer à crier comme ils veulent, ils ont leurs raisons et c'est leurs droits. Mais heureusement que nous tous ne voyons pas de la même manière les priorités du Mali; et heureusement que nous n'avons pas la même intelligence pour voir et analyser les choses positives de nos pays.

Beaucoup d'entre nous sont toujours dans la distraction politique. Leurs analyses ne partent jamais au fond de nos problèmes. Ils sont toujours dans les raccourcis pour juste avoir plus de visibilité. Si Choguel s'arrête au péage pour payer et se laisse photographier, ils appellent cela de la propagande et ne voient pas cela nécessaire. Mais si un Paul Kagamé se laisse photographier en train de nettoyer une rue de

Kigali, ils parlent là d'homme fort et de patriotisme, comme si ce dernier aurait été surpris en train de nettoyer la rue. Ces images de nos dirigeants ont le seul but de sensibiliser les populations. Et ils ont raison de les faire. Mais des gens limités dans leurs têtes, qui se disent intellectuels cherchent toujours les côtés négatifs de ces images et actions. Mes Ami(e)s, que Choguel Maïga revienne encore aux affaires ou pas, il ne sera jamais oublié dans le nouveau Mali. Il est rentré dans l'histoire. Après la libération totale du Mali, après l'indépendance totale du Mali conquise, moi-même je vais lui décerner un prix politique. Le prix Choguel Maïga. Et je vais faire tout mon possible pour qu'il ne soit jamais ou-

blié dans l'histoire du Mali. Choguel est une école pour toute la jeunesse africaine. Son concept est une leçon de géostratégie pour toute une génération africaine. Je le dis et je le signe.

N.B. : Au cas où vous pensez que Choguel m'a aussi payé pour écrire ces quelques lignes, il ne peut pas me payer. Mon heure de travail est très élevée pour lui. Et je pense même que c'est à moi de le payer pour son service rendu au peuple malien. Je saisis l'occasion pour lui souhaiter une meilleure santé et un prompt rétablissement. Qu'il nous revienne très vite.

BaleejoTeel Do Sow
Source : Le Démocrate- Mali



Charte des partis politiques : Le COCPJF passe en revue les contours de sa relecture

Le mercredi 31 août 2022 s'est tenue un atelier d'échanges et de propositions sur les pistes de relecture de la Charte des partis politiques à l'hôtel Salam de Bamako. C'est une initiative du Consortium des Organisations Civiques et Politiques de jeunes et de Femmes (COCPJF). Cette activité vise à contribuer à une meilleure appropriation de la Charte des partis politiques afin de consolider les argumentaires du COCPJF sur la nécessité et la faisabilité de sa réforme en faveur des plaidoyers menés par ces jeunes et femmes.



Le Consortium des Organisations Civiques et Politiques de jeunes et de Femmes (COCPJF) est composé du Réseau des Jeunes des Partis Politiques du Mali (RJPPM), de Démocratie-101 Mali, du Réseau des Jeunes Femmes Leaders des Partis Politiques et des Associations de la Société Civile (REJEFPO), du réseau des femmes pour la consolidation de la paix (RFCOPA-Mali), et l'Association des Bloggeurs du Mali (ABM). A travers cette session, le COCPJF veut conjuguer ses efforts avec ceux d'autres organisations de jeunesse afin d'engendrer une synergie d'action pour pouvoir rehausser le nombre de jeunes et femmes élus lors des prochaines élections.

Au cours de son allocution, le président du COCPJF, Mamadou Sansi BAH, a souligné que cette rencontre fait suite à session de renforcement en connaissances et compétences des membres du Consortium sur la Planification Stratégique du Plaidoyer pour l'obtention d'une loi octroyant 40% de postes électifs et nominatifs aux jeunes le mercredi 24 août dernier.

« Pendant deux jours de travail, les participants vont échanger et faire des propositions sur les pistes de relecture de la Charte des partis politiques du Mali », a-t-il dit. En effet, il a souligné que le Mali est l'un des pays africains où les partis politiques constituent l'organisation la mieux appropriée pour la conquête et l'exercice du pouvoir. « C'est le résultat d'un long processus qui a débouché au multipartisme intégral et à de profondes mutations, dont les manifestations sont l'explosion du nombre de partis politiques, qui sont à peu près 270 de nos jours », a-t-il avancé.

« Certes ces partis politiques ont un rôle important dans l'équilibre, le fonctionnement de l'État et la consolidation de la démocratie, cependant il est amer de constater que le bilan reste mitigé », a-t-il déclaré. A cela s'ajoute, dit-il, la relégation des jeunes et des femmes au statut de mobilisateurs au sein des partis politiques.

Ensuite, il a, mis un accent particulier sur le rôle que joue la couche juvénile dans le déve-

loppement d'une nation. « Aucune société, aucun pays, aucune nation moderne ne peut durablement se développer sans une réelle implication des jeunes et des femmes », a-t-il soutenu. Ainsi, il a signalé l'impérieuse nécessité de la prise en compte de ces deux couches sociales dans les réformes engagées par les plus hautes autorités, particulièrement lors la relecture de la Charte des partis politiques.

En fin de compte le président du COCPJF, Mamadou Sansi BAH s'est dit convaincu que les communications qui seront faites vont permettre de cerner entre autres les pistes de relecture de la Charte des partis politiques ; d'identifier les insuffisances, entraves et opportunités liées à la réforme de la Charte des partis politiques et de déterminer les modalités de mise en œuvre des réformes identifiées.

■ Maffenin Diarra

Showbiz : Djènèba Seck sèche les larmes des veuves et orphelins de l'armée

La cantatrice Djènèba Seck vient d'apporter son soutien aux veuves des militaires et paramilitaires tombés sur le champ d'honneur. En effet, leur a remis une importante quantité de vivres à travers la Direction du Service Social des Armées (DSSA). Le don est composé de 120 sacs de 50kg de riz et de 120 bidons d'huiles de 5 litres. A cela s'ajoutent 60 cartons de savons offerts par le Directeur du Service Social des armées. La cérémonie de remise a eu lieu le 23 août 2022, dans l'enceinte de la DSSA en présence du Directeur du Service social des Armées, le Colonel-major Bréhima Samaké, et plusieurs autres personnalités civiles et militaires.



Cette donation est le fruit d'une promesse faite par l'artiste le 2 juillet dernier lors de la célébration de ses 30 ans de carrière musicale. A cette occasion, elle s'était engagée à verser 60 % de ses bénéfices au Service social des Armées pour soutenir les veuves des militaires décédés sur le théâtre des opérations. Ce geste salubre, social et humanitaire est un message fort de l'artiste à d'autres bonnes volontés pour un regard de bienfaisance envers les veuves et orphelins du

pays.

Le Directeur du Service Social des Armées, Colonel-major Bréhima Samaké, a réitéré sa gratitude à la donatrice et s'est engagé à œuvrer pour un meilleur futur pour notre pays dans le cadre d'un partenariat fécond de fidélité et d'accompagnement. Il aussi donné l'assurance que ce don sera utilisé à bon escient pour apaiser les souffrances de certaines familles de nos compagnons d'armes.

Quant à la généreuse et talentueuse donatrice,

Mme Kouyaté Djènèba Seck, elle a affirmé que c'est un honneur et un privilège d'apporter assistance aux veuves et orphelins des soldats morts pour la défense de notre patrie. Elle a réaffirmé sa disponibilité pour participer à toute activité de soutien, de près ou de loin, aux FAMa. Des prestations de la donatrice et d'autres artistes invités ont rehaussé l'éclat de l'événement.

Source : Le Matin

Éthiopie : Rebelles et gouvernement annoncent une extension des zones de combats



Gouvernement éthiopien et rebelles de la région du Tigré se sont mutuellement accusés mercredi d'avoir ouvert de nouveaux fronts dans le nord de l'Éthiopie, une semaine après la reprise de combats ayant fait voler en éclats une trêve de cinq mois.

Cette extension possible du conflit intervient au lendemain d'un nouveau raid aérien contre la capitale du Tigré, Mekele, le deuxième depuis la reprise des hostilités le 24 août, dans des zones des régions de l'Amhara et de l'Afar entourant la pointe sud-est du Tigré.

Dans un communiqué publié mercredi matin, le gouvernement éthiopien a accusé les rebelles d'avoir "étendu leur offensive à d'autres zones" du nord de l'Éthiopie, dans la zone administrative de Wag (nord-est de l'Amhara), dans le Wolkait, un district de l'ouest du Tigré, et dans des zones de l'ouest de l'Amhara frontalières du Soudan.

Interrogé par l'AFP, Getachew Reda, porte-parole des autorités rebelles du Tigré, a en retour accusé le "régime Abiy" d'avoir "lancé une offensive dans ces zones".

Aucune confirmation de combats dans celles-ci n'a pu être obtenue dans l'immédiat de source indépendante. Les journalistes n'ont pas accès au nord de l'Éthiopie, rendant impossible toute vérification indépendante et les réseaux de télécommunications y fonctionnent de manière aléatoire. Revendiquée par les Tigréens et les Amhara - deuxième population ethno-linguistique du pays - la zone administrative du Tigré occidental est occupée depuis fin 2020 par les forces régionales d'Amhara, qui prétent main forte à l'armée fédérale dans le conflit. Dans son communiqué, le gouver-

nement éthiopien n'évoque pas cette nouvelle frappe qu'il n'a ni confirmée ni démentie. Une source humanitaire ayant requis l'anonymat a toutefois confirmé à l'AFP mercredi la frappe aérienne nocturne sur Mekele, sans d'autres détails.

18.000 déplacés

Les autorités rebelles du Tigré ont indiqué dans un communiqué que le raid avait "causé des blessures légères à graves à des civils ainsi que des dégâts matériels", sans autres détails.

Une frappe aérienne avait déjà frappé la ville le 26 août, tuant au moins quatre personnes, dont deux enfants, selon le Dr Kibrom, un responsable de l'hôpital Ayder, le principal de Mekele. Les rebelles et l'Unicef ont affirmé qu'un "jardin d'enfants" avait été touché, le gouvernement rétorquant que son aviation ne ciblait que des "sites militaires".

M. Getachew a affirmé dans la nuit que le nouveau "raid de drone nocturne sur Mekele" ne visait aucune "cible militaire" et accusé le Premier ministre éthiopien Abiy Ahmed de "tuer des enfants et des civils innocents".

Mardi, M. Getachew avait expliqué que les rebelles tigréens, après avoir initialement "défendu (leurs) positions", avaient lancé une contre-offensive au-delà de la frontière sud du Tigré. Dans son communiqué, le gouvernement affirme que l'armée s'est "vaillamment défendue contre les attaques lancées" par les rebelles "dans l'est de l'Amhara".

Ces derniers jours, selon des sources diplomatique, humanitaire et des habitants, les re-

belles ont progressé d'une cinquantaine de kilomètres à l'intérieur de l'Amhara, s'approchant de la ville de Woldiya, ainsi qu'en Afar. Mardi, l'APDA, une ONG active en Afar, a indiqué y avoir déjà recensé 18.000 personnes déplacées par la reprise des combats dans la région et dit craindre que leur nombre n'augmente face à "l'avancée des rebelles" en direction de l'Amhara.

Prêts à négocier

Rapidement défaits en novembre 2020 par les troupes envoyées par M. Abiy pour déloger l'exécutif du Tigré, qui contestait son autorité et qu'il accusait d'avoir attaqué des bases militaires, les rebelles tigréens ont repris mi-2021 la quasi-totalité de la région à la faveur déjà d'une contre-offensive qui les a vus s'approcher d'Addis Abeba.

Ils se sont ensuite repliés vers le Tigré, accusant depuis le gouvernement "d'assiéger" la région, ce que ce dernier dément.

La communauté internationale a multiplié ces derniers jours les appels au dialogue. Depuis juin, les deux parties répètent être disposées à négocier, sans cesser de s'opposer sur les modalités des futures discussions.

Malgré la reprise des combats, le gouvernement a assuré mercredi "n'avoir pas encore écarté les possibilités de paix" et les rebelles assuraient la veille rester "ouverts à toute négociation". La trêve décidée fin mars avait permis la reprise de l'acheminement par la route de l'aide humanitaire vers le Tigré, interrompu alors depuis trois mois et qui semble de nouveau désormais menacé.

Le bilan de cette guerre meurtrière est inconnu. Mais elle a déplacé plus de deux millions de personnes et plongé des centaines de milliers d'Éthiopiens dans des conditions proches de la famine, selon l'ONU.

Le Tigré est en outre privé depuis plus d'un an d'électricité, de télécommunications, de services bancaires ou de carburant.

Source : Agence France-Presse

Au Soudan : Un premier syndicat de journalistes et de nombreux défis

Pour la première fois depuis le coup d'Etat d'Omar el-Béehir en 1989, les journalistes ont un syndicat indépendant au Soudan pour défendre une profession violemment réprimée sous la dictature déchue et qui doit aujourd'hui composer avec un pouvoir militaire issu d'un nouveau putsch.

Samedi, 1.314 journalistes, au pays comme de la diaspora, ont élu Abdel Moneim Abou Idriss, 56 ans, correspondant de l'AFP à Khartoum, à la tête d'un bureau de 39 membres.

La tenue même de ce vote dans un pays qui a fait en 2019 sa "révolution" et n'est jusqu'ici toujours pas parvenu à organiser ce qui devraient être les premières élections libres depuis plus de trois décennies, est déjà une réussite, estime Mohamed Abdelaziz, membre du nouveau syndicat des journalistes soudanais. "C'est un grand pas vers la construction de l'Etat civil et démocratique auquel aspirent les Soudanais", affirme ce reporter de la presse locale.

"Génération entière"

Mais il faut désormais former les esprits, prévient Hend Helmy, professeure assistante à l'Université de Khartoum.

"Ce syndicat est face à un défi énorme : une génération entière de journalistes n'a vécu que sous la dictature" qui "muselait la presse", affirme-t-elle à l'AFP.

Car après avoir déposé Sadeq al-Mahdi, le dernier Premier ministre élu démocratiquement du Soudan, Béehir avait dissous l'ensemble des syndicats. Et celui des journalistes étaient particulièrement dans le viseur dans un pays encore aujourd'hui 151e sur 180 pays dans le classement de l'ONG Reporters sans frontières (RSF) sur la liberté de la presse.

Du temps de Béehir, seule une organisation avait droit de cité: une organisation de journalistes inféodée au pouvoir qui continue de publier des communiqués, dont le dernier en date dénonce le nouveau syndicat comme "illégitime". Surtout, durant les 30 années de sa dictature militaro-islamiste, de nombreux journalistes ont été arrêtés et, régulièrement,



des éditions entières de journaux étaient confisquées car jugées trop peu obséquieuses avec le régime.

Mais en décembre 2018, le peuple soudanais a commencé à se soulever, réclamant "Liberté, paix et justice". Jusqu'à obtenir, après plus de 250 morts, des milliers de blessés et des arrestations de masse, que l'armée destitue son poulain, le général Béehir, et finisse par accepter de le remplacer par un attelage civilo-militaire. Durant les cinq mois de révolte qui ont mené à l'arrestation de Béehir en avril 2019, au moins 100 journalistes ont été arrêtés, selon RSF. Quatre mois plus tard, alors que les civils arrivaient au gouvernement, soudainement, même la télévision d'Etat se mettait à couvrir les manifestations alors que les rares médias privés s'avaient enfin à parler de politique. Durant deux ans, les Soudanais ont pu lire dans les colonnes de leurs journaux des éditoriaux critiques du gouvernement et des gouvernants.

"Menacés"

Mais en octobre 2021, un nouveau putsch mené par le chef de l'armée --le général Abdel Fattah al-Burhane, toujours seul aux commandes aujourd'hui-- faisait redouter le pire.

A l'aube, alors qu'ils faisaient arrêter ses partenaires au pouvoir, des soldats sortaient manu militari les journalistes des médias d'Etat de leurs bureaux et tournaient le bouton "off" de toute la bande FM.

D'octobre à mars, l'ONG Euro-Med Monitor a recensé 55 attaques contre des journalistes ou des médias, allant des "arrestations arbitraires" au "harcèlement" en passant "par les agressions physiques ou morales" et les "descentes dans des locaux".

Et ce, alors qu'ils couvraient la répression des prodémocratie, qui a jusqu'ici fait 116 morts dans les rangs des manifestants.

Sous le feu des critiques, notamment de l'ONU qui dénonçait un pouvoir "de plus en plus hostile aux journalistes", le régime militaire a dû redonner de la voix à la quinzaine de radios fermées.

Mais la partie est encore loin d'être gagnée, reconnaît M. Abdelaziz.

"Nous sommes attaqués par des groupes puissants sous Béehir qui se sentent aujourd'hui menacés par notre nouveau syndicat", dit-il à l'AFP.

"Mais il va continuer à représenter les journalistes et leurs ambitions".

Source : Agence France-Presse

« Je lui ai dit non » : Kingsley Coman revient sur son échange musclé avec Deschamps à l'EURO

C'est l'une des scènes qui a marqué la triste élimination de l'équipe de France en huitième de finale de l'Euro face à la Suisse.

En pleine prolongation, Kingsley Coman et Didier Deschamps avaient un échange musclé. En effet, l'international français semblait souffrir d'une cuisse, et alors que son coach voulait visiblement le remplacer, comprendre qu'il restait sur le terrain malgré la demande de son entraîneur. Finalement, Coman a dû se résoudre à céder sa place à Marcus Thuram à la

111e minute.

Un an plus tard, l'ailier du Bayern Munich est revenu sur cet événement au micro de RMC Sport, « J'avais ressenti une douleur physique après un sprint, mais c'était LE match le plus important de la saison. Quand le coach me demande de sortir pour me préserver, car ça peut forcément être dangereux quand on a une gêne physique, je lui ai dit non, que je voulais vraiment tout donner et rester sur le terrain. Pour moi, c'était le dernier match, donc, si je me blesse, après ce sont les vacances et il n'y a

plus rien. Mais, si j'arrive à passer outre la douleur, que ça ne se complique pas et que je fais un super truc, ça aurait pu être l'action qui relançait ma place en sélection, car j'étais remplaçant pendant l'Euro. À chaud, je me suis dit que je préférais tout donner, quitte à me blesser. Le coach voyait ma santé avant tout » a-t-il ainsi indiqué.

Source : Afrique Sports





♈ Bélier (21 mars - 19 avril)

Vous aurez des difficultés d'organisation, mais, pour autant, vous ne perdrez pas votre aplomb. Vous défendrez vos ambitions et comme vous saurez que l'on n'a rien sans rien, vous vous démènerez pour atteindre vos objectifs en trouvant des solutions.

Il vous faudra revoir un engagement financier avec Uranus en place dans votre secteur financier. Vous devrez prendre un certain nombre de mesures pour assainir vos comptes et revoir votre budget en profondeur avant d'envisager d'autres dépenses.



♉ Taureau (20 avril - 19 mai)

Un rapport de force existe avec un collègue. Vous rentrez dans le vif du sujet avec un manque de tact. Essayez de réfléchir avant de parler. Si vous travaillez en équipe, attention aux éclats de voix avec un supérieur ! Il pourrait vous critiquer.

Il faut garder de la trésorerie. Les finances partent aussitôt qu'elles entrent. Pourtant vous voyez l'argent comme un moyen pour avancer. Il y a des concessions inévitables. Les astres en Capricorne vous rendent très réfléchi avec de futurs achats !



♊ Gémeaux (20 mai - 21 juin)

La bonne influence que la Lune exercera aujourd'hui dans votre signe vous permettra de modifier ou de changer votre regard sur votre métier. Plus proche de vos collègues, vous serez également plus en phase avec les tâches qui vous seront assignées...

Vous chercherez à fuir le froid, la neige et la grisaille de l'hiver ! Disposant d'un pécule financier plutôt confortable, vous vous mettez en quête d'une agence de voyages qui puisse vous proposer à la fois une destination exotique et ensoleillée !



♋ Cancer (21 juin - 21 juillet)

Vous ressentez de la fatigue, qu'elle soit intellectuelle ou physique, vous avez besoin de faire une vraie pause. Tentez le tout pour le tout, demandez quelques jours de repos à votre patron. S'il refuse, faites du forcing, ça peut marcher ! Si vous comptez sur des proches (amis, famille) pour que l'on vous prête de l'argent, vous allez au-devant d'une grosse déception. En effet, votre entourage est aussi un peu ric-rac actuellement, du coup vous avez droit à un refus.



♌ Lion (22 juillet - 23 août)

Acceptez l'idée qu'il y aura du chamboulement dans votre vie professionnelle, car vous pourrez en tirer parti. N'essayez pas de plier la réalité à votre volonté, cherchez plutôt comment la contourner afin de mettre le plus de chances de votre côté.

L'affront que vous estimerez subir sera en lien avec des questions financières difficiles à régler. Si vous espérez obtenir un prêt ou quelconque avantage, attendez-vous à devoir frapper à plusieurs portes avant que l'une d'elles ne s'ouvre.



♍ Vierge (23 août - 23 septembre)

Vous travaillez d'arrache-pied et il faut alors compter sur l'appui des autres ! Sauf qu'ils ne l'entendent pas de cette oreille ! L'organisation de votre service est en train de changer ! Vous en profitez pour évoluer ! Il s'agit d'une chance inattendue !

Attention aux coups de coeur. Ils peuvent causer des frais totalement imprévus. Ces achats peuvent faire un trou dans le budget. Préparez-vous à revoir votre capacité d'achat. La prudence est encore conseillée. Elle vous aide à garder une trésorerie.



♎ Balance (23 septembre - 22 octobre)

Vous aurez envie de tout, sauf de bosser. C'est pourquoi la machine à café sera réellement votre meilleure amie... Vous serez incapable d'être sérieux au travail. Vous allez survoler vos différentes tâches. Vous vous moquerez de tout aujourd'hui...

Le Soleil vous rendra pingre et égoïste. Ce n'est pas aujourd'hui que vous allez faire un don aux associations humanitaires ou donner une petite pièce à un SDF... Vous n'aurez même pas envie d'aider financièrement vos proches dans le besoin !



♏ Scorpion (23 octobre - 22 novembre)

Tout au long de la journée, la bonne ambiance règne au travail, vous ne voyez pas les heures passer. Lorsque tout se passe bien, c'est bien appréciable. Vous profitez de votre pause-déjeuner pour apprendre à mieux connaître certains collègues.

Si vous avez demandé une augmentation à votre patron, vous devriez la voir arriver sur votre compte. Il se peut que vous receviez un peu plus que la somme souhaitée, apparemment le talent paye ! Vous courez vite remercier votre hiérarchie.



♐ Sagittaire (23 novembre - 21 décembre)

Votre capacité de travail sera puissante et vous aimerez vous lancer des défis. Mais vous risquerez de rencontrer une certaine incompréhension autour de vous. Vous passerez du temps à vous expliquer, ce qui vous en fera perdre. Ne vous dispersez pas.

Vous tendrez à dépenser ou à vous engager financièrement au-delà de vos possibilités. Sachant qu'une somme d'argent devrait arriver, vous ne penserez pas qu'il y aura du retard dans ce versement. Vous serez certainement obligé ensuite de vous restreindre.



♑ Capricorne (21 décembre - 20 janvier)

Vous devez faire attention à votre activité professionnelle. Elle réclame un investissement important. Vous donnez le meilleur et pourtant la jalousie ne tarde pas. Il est possible que vous ayez une ambition personnelle. Un projet prend doucement racine !

Il règne un climat de dépenses. Vous avez envie de faire plaisir à vos proches. Privilégiez les cadeaux vers les proches que vous aimez. Ne dispersez pas votre argent à tout va ! Un excès de générosité pourrait se retourner contre vous ! Gare au découvert !



♒ Verseau (20 janvier - 19 février)

Vous travaillerez utilement à stabiliser votre situation professionnelle. Vous ne vous laisserez pas rebuter par les obstacles ou par un collègue jaloux. Votre astuce liée à votre intuition vous guidera pour garder le cap et triompher au bout du compte.

Durant le transit du Soleil, vous prendrez soin de vos intérêts financiers, ainsi que ceux de votre partenaire de coeur. Vous pourriez l'aider et le conseiller au sujet de la prime d'activité, du Pôle Emploi, etc. Votre aide n'aura pas de prix !



♓ Poisson (19 février - 21 mars)

Professionnellement, si un projet vous tient à coeur, vous avez la possibilité de le concrétiser. Une belle occasion d'évolution entraîne de grands changements. Cher natif, grâce à votre travail, votre vie est sur le point de se transformer.

Pluton vous aide à finaliser une demande de prêt ou bien une autre affaire financière à régler. Vous faites rentrer de l'argent sur votre compte, vous en profitez pour faire des placements juteux. Aujourd'hui, financièrement, tout vous sourit.



L'information est l'oxygène des temps modernes

Malikilé

QUOTIDIEN D'INFORMATION GÉNÉRALES, D'ACTUALITÉS ET DE PUBLICITÉS



Pour tous renseignements, abonnements, reportages, publicités, annonces ...
n'hésitez pas, contactez nous au :

70 44 22 23